

LES JALONS SONT POSÉS

Inauguration de l'usine de transformation du manioc à Ngoulemakong, point de départ des activités du PULCCA

ALIMENTATION SCOLAIRE D'URGENCE À MBILÉ



Le plaisir d'avoir son repas à l'école

COMITÉ DE PILOTAGE 2



Exhortation du MINADER à l'urgence de la célérité

ANALYSE DU CADRE HARMONISÉ À GAROUA



Des spécialistes au secours de la nutrition

PARTENAIRES LOCAUX ET INTERNATIONAUX



Tous au travail !



Eating more
for a longtime



Sommaire

ÉDITO

PULCCA An 2 : La vitesse de croisière	4
PULCCA at 2: Cruising speed	5

SUR LES FONTS BAPTISMAUX DU PULCCA

VISION MANAGÉRIALE

LE PULCCA EN ARRIÈRE PLAN	6
MANAGERIAL VISION	
BACKGROUND OF PULCCA	8
Organigramme, critères de création, missions et importance	10

ACTUALITES

Réhabilitation de l'Unité de transformation de manioc à Ngoulemakong, départ des activités	12
--	----

HOME GROWN SCHOOL FEEDING

Pupils of Primary School Mbile 1B & 2B	
Guaranteed for School Meals	14
Bonne Année 2024 ! Le MINADER veillera sur les attitudes professionnelles et la gestion des ressources.....	15

COPIL 2

The time is now!	16
------------------------	----

BILAN FOURRAGER

Pour la bonne gestion des besoins alimentaires de nos ruminants en saison aride	17
---	----

CAMEROON-NIGER COOPERATION

Premises of an agro-meteorological monitoring partnership.....	19
--	----

Prévention des crises alimentaires au Cameroun : vers une approche unique.....	20
--	----

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Trois millions d'habitants touchés par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Cameroun, les leçons de la session d'analyse de Garoua.....	21
--	----

RENFORCEMENT INTRA DE CAPACITÉS

Ateliers d'imprégnation	24
-------------------------	----

NOS PARTENAIRES

Ready to work under contract	25
------------------------------------	----

ACCOMPAGNEMENT GOUVERNEMENT –

BANQUE MONDIALE

Mission d'appui à la mise en oeuvre du PULCCA	27
---	----

SAVOIR-FAIRE

La SOCOOPROMAN Sarl en quête continue de qualité	28
Bilan fourrager : La stratégie payante du spécialiste.....	30

MEETINGS

BENEFICIARIES OF PULCCA

Ngoulemakong, the story of a once pugnacious people, now accommodating	31
Madame Bebournaco Nadège, la marque de l'esprit éducatif et associatif, à Mbilé.....	32

LEXIQUE D'EXPERT	33
------------------------	----

Supervision générale
Gabriel Mbaïrobo

Directeur de publication
Gilbert Ndzomo Abanda

Conseiller éditorial
Djaoudjaourou

Rédacteur en chef
Thérèse Belobo

Rédacteur en chef-adjoint
George Muluh

Equipe de rédaction
Unité de Gestion du Projet

Infographie
Michel Ambassa

Edition

Contact
Tél : (237) ...
www.pulcca.cm

PULCCA An 2 : La vitesse de croisière



Nous ne nous le ferons pas dire longtemps, « Ventre affamé n'a point d'oreilles ». C'est ce proverbe séculaire que le gouvernement camerounais a considéré dans son sens premier pour relever, une fois de plus, le défi de la faim, en mettant sur pied en 2022, le Projet d'urgence de lutte contre la crise alimentaire (PULCCA). Car, plusieurs institutions nationales y sont déjà engagées techniquement, avec l'appui financier de la Banque mondiale.

Sans aller jusqu'à parler d'une situation de famine au Cameroun, les enquêtes réalisées en prélude au Cadre harmonisé avec l'appui des experts techniques du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) tirent la sonnette d'alarme sur la crise alimentaire qui sévit dans de nombreuses régions du pays. Elle a pour causes : les conflits armés et leur cohorte de déplacés internes et de réfugiés, les bouleversements climatiques et la pandémie de Covid 19. Et pour conséquences, l'amoindrissement des ressources naturelles et la réduction du pouvoir d'achat. Le sujet est donc crucial pour certaines populations. Il est urgent d'y trouver des solutions.

Si aucune action d'envergure n'est entreprise, la situation empirera. Pour ne pas en arriver là, le PULCCA se doit d'aller au plus vite, sur le terrain de la lutte contre la crise alimentaire et nutritionnelle en vue d'assurer un confort aux communautés nécessiteuses et leur résilience à long terme face aux chocs climatiques. Il s'agit surtout d'une approche de faire faire tout en veillant à la bonne exécution des tâches. Pour ce faire, les prémisses de l'implémentation ont été scellées par l'établissement des neuf contrats de partenariat avec deux agences onusiennes et sept institutions parapubliques et privées.

Avant que ne s'achève le Projet en décembre 2025, la vie devra avoir été améliorée pour 265 490 personnes vulnérables et en situation d'insécurité alimentaire, 159 000 agriculteurs, éleveurs et pêcheurs et par ricochet, les membres des communautés qui profiteraient des infrastructures communautaires et d'une augmentation de la productivité de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. On peut y ajouter le personnel gouvernemental et d'autres praticiens, gagnant en renforcement institutionnel et en renforcement de capacités pour coordonner les mécanismes d'alerte précoce. Un pari de taille. A tenir, coûte que coûte ! ■

Le Coordonnateur
Gilbert Ndzomo Abanda, PhD

PULCCA at 2 Cruising speed



“A hungry man is an angry man.” It is based on this aged-old adage that the Cameroon government, in its continued efforts to meet the challenge of hunger, launched in 2022 the Emergency Project to Combat Food Crisis in Cameroon (PULCCA). Several national institutions are already technically involved in this project, which receives financial support from the World Bank.

Without going so far as to speak of a famine situation in Cameroon, surveys carried out as a prelude to the Harmonised Framework, with the support of technical experts from the Permanent Inter-State Committee for Drought Control in the Sahel (CILSS), warn that food crisis is dragging on in many regions of the country. This crisis is caused by armed conflicts, resulting in a great number of internally displaced persons and refugees, climate change and the Covid-19 pandemic. The consequences are dwindling natural resources and purchasing power. This is a crucial issue for certain populations, and solutions must be provided urgently.

If no significant action is taken, the situation will get worse. To prevent this from happening, PULCCA must act swiftly on the front lines of combating food and nutritional crises to ensure the comfort of needy communities and their long-term resilience in the face of climate shocks. Above all, it's an approach based on getting things done, while ensuring that tasks are carried out properly. To this end, the premises for implementation have been sealed by the signing of nine partnership contracts with two UN bodies and seven parastatal and private institutions.

Before the end of the project in December 2025, life would have been enhanced for 265,490 vulnerable and food-insecure people, 159,000 farmers, livestock breeders and fishermen, and in turn, households will have benefitted from community infrastructure and increased productivity in agriculture, livestock, and fishing. In addition, government staff and other practitioners would benefit from institutional development and capacity building to coordinate early warning mechanisms. This is an incredible challenge to undertake whatever the cost! ■

The Coordinator
Gilbert Ndzomo Abanda, PhD

VISION MANAGÉRIALE

LE PULCCA EN ARRIÈRE PLAN

Après de longs mois passés à fixer des bases solides au Projet d'urgence de lutte contre la crise alimentaire au Cameroun (PULCCA), il était temps d'activer le décollage. Il y a eu un long rapprochement vers des acteurs internationaux et locaux et plusieurs concertations incluant les représentants du gouvernement camerounais et ceux de la Banque mondiale, principal bailleur de fonds. Le moment de l'action est arrivé.



au PULCCA, ce nouvel outil de lutte contre la précarité. Parole au Ministre de l'Agriculture et du développement rural, maître d'ouvrage du PULCCA.

PULCCA Mag : Le 22 décembre 2022, à l'occasion de la cérémonie de lancement officiel du mini-comice agro-pastoral de la Région de l'Adamaoua, vous annoncez en grande pompe la création salutaire du PULCCA. Peut-on savoir dans quel contexte il était créé ?

MINADER : En fin d'année 2022, le Cameroun comme la plupart des pays du monde, sort à peine de la crise sans précédent de la pandémie à Coronavirus qui a fragilisé les systèmes de production, déjà exposés aux phénomènes climatiques variables et extrêmes.

Il faut y ajouter de nombreux signaux alarmants tels que : l'insécurité civile dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ; les attaques de Boko Haram, les conflits inter ethniques, la mauvaise répartition des pluies, les dégâts causés par les chenilles défoliatrices, les pachydermes et les oiseaux granivores

dans la région de l'Extrême-Nord, la présence des réfugiés dans la région de l'Est, la hausse généralisée des prix des denrées de base.

Et, comme si cela ne suffisait pas, la guerre entre la Russie et l'Ukraine survient avec des conséquences désastreuses sur divers secteurs de l'économie, dérégulant les chaînes d'approvisionnement et provoquant des hausses des prix des produits de grande consommation, notamment les intrants agricoles.

Pour un secteur qui participe pour près de 40 % du produit intérieur brut et procure 75 à 80 % des matières premières à l'industrie, permettant ainsi d'assurer la sécurité alimentaire des populations et même d'approvisionner la sous-région Afrique Centrale en produits agricoles, il fallait réagir par le renforcement de l'agro-pastoral en instituant le PULCCA avec le concours financier de la Banque mondiale.

Dans l'objectif du gouvernement d'assurer la sécurité alimentaire aux populations, le PULCCA est créé et a pour objectif de contribuer à atténuer les impacts à court

Les premières activités ont été lancées dans le domaine de la transformation du manioc, des études et des enquêtes. L'appui financier de la Banque mondiale du PULCCA a aidé à redynamiser quelques volets du secteur agropastoral à la traîne.

Inaugurant sa parution, le semestriel d'information, PULCCA Mag, fait un arrêt spécial sur les circonstances de la création, les rôles et missions dévolus

" Il convient de louer tout d'abord ces milliers d'agro-éleveurs engagés au quotidien à travailler dans des conditions pénibles sur plus de 50 % des terres du Cameroun. "

terme de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones ciblées, tout en renforçant simultanément la résilience économique, climatique et communautaire à long terme.

P. Mag : Le mandat du PULCCA est donc entré en vigueur le 16 novembre 2022 et devrait s'achever le 31 décembre 2025. Les missions sont variées, considérables et contraignantes. Pourtant beaucoup de choses étaient déjà entreprises contre la faim, dans le secteur agricole. Peut-on en avoir une idée précise ?

MINADER : Avant de parler d'autres interventions en milieu agricole, il convient de louer tout d'abord ces milliers d'agro-éleveurs engagés au quotidien à travailler dans des conditions pénibles sur plus de 50 % des

terres du Cameroun, à la production de cultures vivrières traditionnelles de subsistance comme le maïs, le riz et les arachides, le sorgho, le manioc, la banane plantain, le haricot et le palmier à huile.

Certes, ils en tirent des revenus, mais à quel prix ? La mécanisation est limitée, les prix des intrants constamment en hausse, les engrais et les semences peu adaptés à la sécheresse, l'irrigation dépendante de la pluviométrie et soumise aux perturbations climatiques. Sombre tableau, me direz-vous pour ces vaillants acteurs de l'agriculture de subsistance et, par ricochet, leurs bénéficiaires.

Pour relever les défis de la production durable, le gouvernement camerounais a mis en place un certain nombre de mesures politiques et stratégiques. Sa vision à long terme "Cameroun Vision 2035", rendue opérationnelle par la Stratégie Nationale de Développement du Cameroun (SND30) pour la période 2020-2030, prévoit un taux de croissance agricole moyen de 8,5% au cours de cette décennie.

Le PULCCA vient en complément à d'autres structures telles que le Projet de filets de sécurité sociale, le Projet de filets de sécurité adaptatifs et d'inclusion économique, le Projet de valorisation des investissements dans la vallée de la Bénoué et le Projet de valorisation des investissements dans la vallée du Logone. Il convient d'y ajouter, le Programme d'appui à la compétitivité des exploitations familiales agropastorales (PCP-ACEFA), le Programme d'appui à la rénovation et au développement de la formation professionnelle dans les secteurs de l'Agriculture, de l'élevage et des pêches (PCP-AFOP), le Programme d'appui à l'installation des jeunes agriculteurs (PAIJA), le Projet national de développement des cultures

fruitières (PND CF), le Projet d'appui au développement de la filière cajou (PADF-CAJOU), le Programme national de structuration, d'accompagnement des producteurs et de la vulgarisation agricole (PROSAPVA) et le Programme d'appui au développement des racines et tubercules (PADRT).

Evidemment, l'on veillera à éviter les chevauchements dans son exécution.

P. Mag : Quelles sont vos attentes par rapport à ce nouvel outil de développement au Cameroun ?

MINADER : En plus des critères déjà évoqués, la création du PULCCA trouve son fondement dans l'engagement du Cameroun pour l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD). Comme son nom l'indique, le Projet a été créé pour résoudre les problèmes d'insuffisance alimentaire au Cameroun. Il intervient dans le sillage des chaînes d'approvisionnement robustes, résilientes, durables et diversifiées, grâce à une amélioration de la production, de la nutrition, de l'environnement et des conditions de vie des communautés et arrive à la suite de nombreux projets.

Certes, il est établi que les projets au Cameroun sont effectifs plus d'un an après l'approbation du conseil d'administration et la mise en œuvre retardée. C'est regrettable pour les projets d'investissement et de développement des marchés agricoles, pour des bénéficiaires qui en attendent leur survie.

Il va de soi que le PULCCA devrait être galvanisant et exaltant dans l'engagement du gouvernement à assurer la sécurité alimentaire et à améliorer les revenus des populations. ■

MANAGERIAL VISION

BACKGROUND OF PULCCA

After several months spent laying solid foundations for the launch of the Emergency Project to Combat Food Crisis in Cameroon (PULCCA), it was time to get the ball rolling. There has been a lengthy engagement with both international and local stakeholders, including representatives from the Cameroon government and the World Bank, the main funding partner. It's time for action!



Mbaïrobe, Minister of Agriculture and Rural Development, PULCCA's project manager.

Interview

Gabriel Mbaïrobe, Minister of Agriculture and Rural Development
"PULCCA is rooted in Cameroon's commitment to achieving SDGs"

PULCCA Mag: *During the official launch, on December 22, 2022, of the mini agropastoral show in the Adamawa Region, you announced with great fanfare the salutary creation of the PULCCA. Can you tell us the background to its creation?*

The first activities, notably studies and surveys, were launched in the field of cassava processing. Thanks to financial support from the World Bank, PULCCA has been able to give new impetus to some of the lagging aspects of the agropastoral sector.

Inaugurating its publication, the bi-annual news magazine, "PULCCA Mag", makes a special stop to delve into the circumstances of its creation, the roles and missions assigned to PULCCA, this new tool in the fight against insecurity. Here's an interview with Gabriel

MINADER: "At the end of 2022, Cameroon, like most countries in the world, was just emerging from the unprecedented crisis of the Covid-19 pandemic, which weakened production systems already exposed to variable and harsh climatic conditions.

Added to this are many alarming signs such as civil insecurity in the North West and South West Regions, Boko Haram attacks, inter-ethnic conflicts, poor rainfall distribution, damage caused by defoliating caterpillars, pachyderms and granivorous birds in the Far North

Region, the presence of refugees in the East Region, and the general increase in the prices of staple foods.

As if that weren't enough, the Russia-Ukraine conflict is having a severe impact on various sectors of the economy, disrupting supply chains, and driving up the price of consumer goods, particularly agricultural inputs.

For a sector that accounts for almost 40% of Gross Domestic Product (GDP) and provides 75 to 80% of raw materials, thus ensuring food security for the population and even supplying the Central African sub-region with agricultural products, there was a need to strengthen the agropastoral sector through the creation of PULCCA with financial support from the World Bank.

In line with government's objective of ensuring food security for the population, PULCCA was created to help mitigate the short-term impacts of food and nutritional insecurity in targeted areas, while simultaneously building long-term economic, climatic and community resilience."



" Before stating other agricultural interventions, we must first salute the efforts of thousands of agropastoralists who work every day in arduous conditions on over 50% of Cameroon's land, "

PULCCA Mag: *Thus, PULCCA's terms entered into force on November 16, 2022, and is due to end on December 31, 2025. Its missions are varied, considerable and demanding. However, a great deal has already been done to combat hunger in the agricultural sector. Your Excellency the Minister of Agriculture and Rural Development, can you give us a clear picture of what has been done so far?*

MINADER: "Before stating other agricultural interventions, we must first salute the efforts of thousands of agropastoralists who work every day

in arduous conditions on over 50% of Cameroon's land, producing traditional subsistence food crops such as maize, rice and groundnuts, sorghum, cassava, banana, beans and palm oil.

It's true that they earn a living from it, but at what price? Mechanisation is limited, prices of inputs are constantly on the rise, fertilizers and seeds ill-suited to drought, irrigation dependent on rainfall and subject to climate change. A bleak picture, you might say, for these hard working stakeholders in subsistence agriculture and, by extension, their beneficiaries.

To meet the challenges of sustainable production, the Cameroon government has put in place a number of political and strategic measures. Its long-term vision, "Cameroon Vision 2035", operationalised by the National Development Strategy of Cameroon (NDS30) from 2020 to 2030, forecasts an average agricultural growth rate of 8.5% during this decade.

PULCCA complements other structures such as the Social Safety Net Project, the Adaptive Safety Nets and Economic Inclusion Project, the Investment Valuation Project in the Benue Valley and the Investment Valuation Project in the Logone Valley. To these should be added the Programme for the Improvement of Competitiveness of Family Agro-Pastoral Farms (PCP-ACEFA), the Support Programme for the Renovation and Development of Vocational Training in the Agriculture, Livestock and Fisheries sectors (PCP-AFOP), the Support Program for Young Farmers' Installation (PAIJA), the National Project for the Development of Fruit Crops (PNDCF), the Cashew Development Support Project (PADF-CAJOU), the Programme for the Structuring, Support to Farmers and Agricultural Extension (PROSAPVA) and the Roots and Tubers Development

Program (PADRT).

Of course, measures will be taken to avoid overlapping in its implementation."

PULCCA Mag: *What are your expectations concerning this new development tool for Cameroon?*

MINADER: "In addition to the criteria already mentioned, the creation of PULCCA is rooted in Cameroon's commitment to achieving the Sustainable Development Goals (SDGs). As its name suggests, this project was created to solve the problems of food shortage in Cameroon. It intervenes in the framework of robust, resilient, sustainable, and diversified supply chains, through improved production, nutrition, environment and community living conditions, and comes on the heels of numerous projects.

It is true that projects in Cameroon start being effective more than one year after approval by the Board of Directors and they are often implemented with a delay. This is regrettable for investment projects and agricultural contracts development projects, for beneficiaries who depend on such initiatives.

It goes without saying that PULCCA should be galvanising and thrilling in the government's commitment to ensuring food security and enhancing the incomes of populations." ■

Organigramme, critères de création, missions et importance

Créé par décret du 16 novembre 2022, le PULCCA a pour Objectif de développement (ODP) de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'augmenter la résilience aux chocs climatiques des ménages et des producteurs ciblés. Il cible les communautés affectées par la crise alimentaire dans six régions administratives : l'Extrême-Nord, le Nord, l'Adamaoua, l'Est, le Sud-Ouest et le Nord-Ouest.

Le démarrage du PULCCA en février 2023 est soutenu par une ossature claire, précise et synthétique. Il est mis en œuvre par l'Unité de gestion du projet (UGP) à laquelle incombe la responsabilité administrative, fiduciaire et de sauvegarde de son implémentation. Elle signe des accords avec des entités au sein du MINADER et du MINEPIA, le PAM, la FAO et des institutions semi-publiques (y compris les entreprises parapubliques) pour

appuyer la mise en œuvre des activités, selon les procédures établies par la Banque mondiale.

Un Comité de pilotage du Projet (CPP) présidé par le MINADER, avec le MINEPIA comme vice-président, en assure la supervision générale. Chargé de définir, d'orienter la politique générale et d'évaluer le Projet, dans les limites fixées par l'objectif de développement, conformément à la législation en vigueur, le CPP est composé des

membres du MINADER, du MINEPIA, du MINEPAT, des Services du Premier Ministre, du Ministère du Commerce (MINCOMMERCE), du Ministère des Affaires Sociales (MINAS), du Ministère de la Santé Publique (MINSANTE), de la Chambre d'Agriculture, des Pêches, de l'Elevage et des Forêts (CAPEF), de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) et d'autres entités jugées pertinentes.

Les critères ayant motivé la création du PULCCA ▼

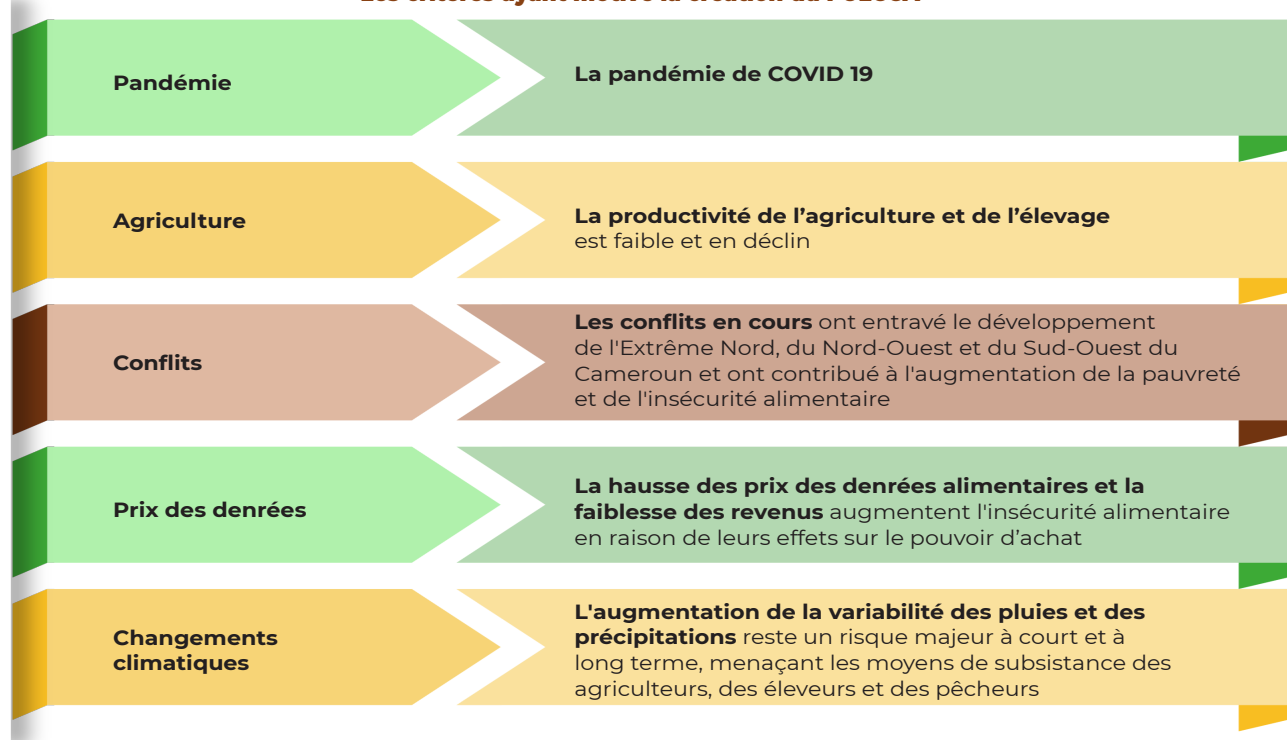
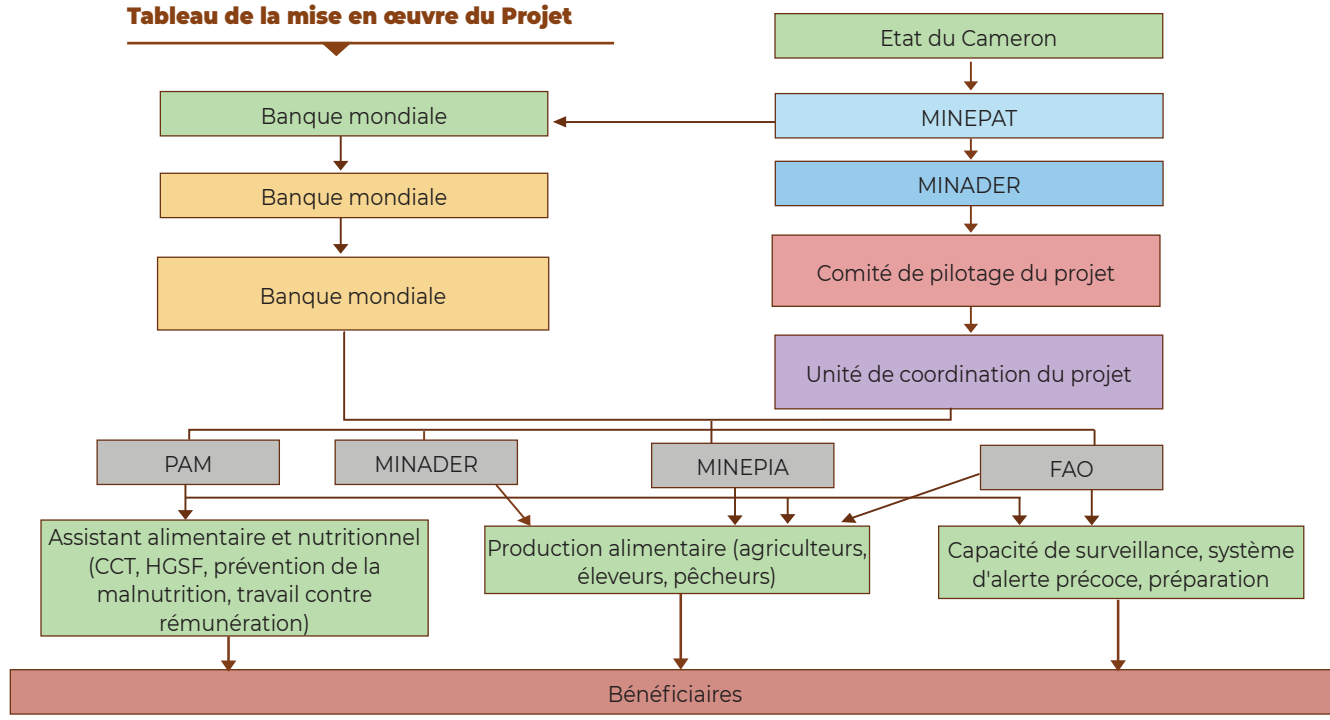


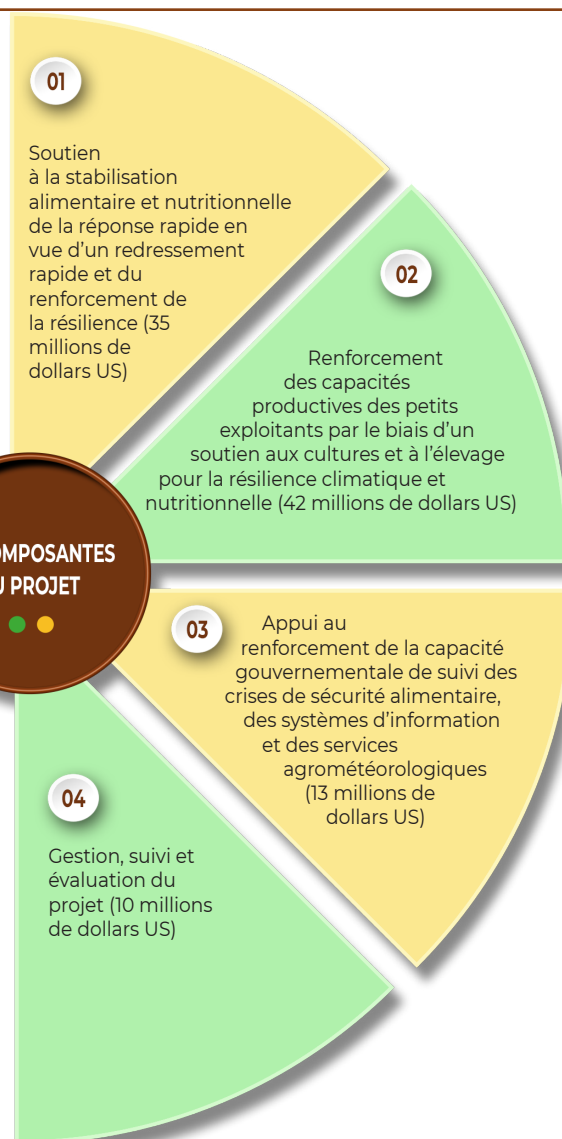
Tableau de la mise en œuvre du Projet



Quatre Composantes

Le Projet a été structuré en quatre composantes. Pour un meilleur rendu, les activités sont exécutées de manière complémentaire. L'on y observe que les bénéficiaires passent progressivement à des activités de renforcement de la résilience superposées et séquencées. Ainsi, les interventions peuvent commencer par des transferts conditionnels en espèces et être suivies par un soutien nutritionnel et liées à des activités de renforcement des moyens de subsistance et de la résilience (soutien à la production agricole, développement de la chaîne de valeur et accès au marché).

LES COMPOSANTES DU PROJET



Réhabilitation de l'Unité de transformation de manioc à Ngoulemakong, départ des activités

La réfection et l'inauguration de l'usine de transformation du manioc du 12 janvier 2024, à Ngoulemakong, a consacré le début des activités du Projet d'urgence de lutte contre la crise alimentaire au Cameroun (PULCCA).

Ce jour-là, le tubercule aux multiples bienfaits aura été célébré avec faste et solennité dans le cadre d'une cérémonie présidée par Gabriel Mbäirobe, Ministre de l'Agriculture et du développement rural (MINADER). L'événement donnait à voir, tant par ses quatre produits dérivés (farine de manioc, farine panifiable, tapioca blanc et tapioca jaune) que par la transformation des déchets organiques en biogaz.

Bâtie en 2019 par le Minader et dotée de ses premiers équipements par le Projet d'investissement et de développement des marchés agricoles (PIDMA), l'usine venait d'être rénovée et équipée par le PULCCA sur fonds de la Banque

mondiale.

Les populations de la petite ville du Département de La Mvila, Région du Sud, et ses environs ainsi qu'un parterre fourni d'invités de marque étaient tout ouïe aux prises de parole de la célébration. Il y en a eu plusieurs: des souhaits de bienvenue du maire de la commune, Albert Anicet Akoa, aux encouragements et soutien du Ministre Mbäirobe à la culture et la transformation du manioc qu'il accompagnait d'un don consistant d'outils et de matériel agricoles, en passant par l'histoire du rêve devenu réalité de la fondatrice, Présidente du conseil d'administration de la Société coopérative des producteurs de manioc

de l'arrondissement de Ngoulemakong, (SOCOOPROMAN), Angeline Akoa, la présentation technique de l'usine rénovée par le PULCCA et l'exaltation du bel ouvrage par le Directeur des Opérations de la Banque mondiale pour le Cameroun.

La cérémonie était ponctuée de séquences musicales d'artistes locaux et d'une onction publique du couple Akoa par les tenants du pouvoir ancestral. Elle aura drainé du beau monde dont un parterre de quatre ministres, des élus nationaux et locaux, des responsables administratifs et religieux et des élites du Sud. ■



Un coup de neuf et de modernité pour l'usine



Ils étaient venus nombreux

Ils ont dit



Madame Angeline Akoa, Présidente du conseil d'administration de la Société coopérative des producteurs de manioc de l'arrondissement de Ngoulemakong (SOCOOPROMAN) :

« L'histoire de cette infrastructure naît d'une mésaventure : La pyramide de tubercules de plus d'une tonne, dressée au comice agropastoral d'Ebolowa en 2010, avait été perdue après exposition, faute de preneurs. D'où, l'idée de travailler sur des pistes de transformation de manioc. »



M. Mbannou Mingue, Directeur général de l'usine :

« Notre équipe est essentiellement composée de jeunes. Nous recrutons sans discrimination aucune et nos bons résultats sont pour que l'arrondissement de Ngoulemakong, la Région du Sud, le Cameroun et l'Afrique gagnent ! »



Mme Enyegue Marie, une cultivatrice :

« Finie la souffrance, on n'ira plus à Yaoundé dans les transports en commun coûteux pour vendre notre manioc »



Jeannot Ntyam, un élève :

« Vive le travail des vacances dans la chaîne de production du manioc ! »



Inspection du Sous-Préfet avant le jour-J



Coupure du ruban symbolique par le Minader



*Le Directeur des Opérations de la BM:
« Et d'un ! En avant pour les cinq autres sites »*



Le couple bâtisseur béni par des mains spéciales

HOME GROWN SCHOOL FEEDING

Pupils of Primary School Mbile 1B & 2B Guaranteed for School Meals

The PULCCA Home Grown School Feeding (HGSF) programme, was recently launched in the Kadei Division (targeting about a total of 1,142 pupils in Primary Schools of Mbile 1B & 2B) in the East Region of Cameroon.

The pupils are benefiting from more diversified, nutritious and traditional meals during the five days of the school week. The objective of the HGSF programme is to ensure a better health for the pupils, thus giving them the opportunity to learn and stay in school with no stress.

In general, the model of the HGSF programme is designed to support the whole community by providing an important safety net, as well as strengthening food systems and the rural economy. For example, the HGSF programme purchases local diversified nutritious foodstuffs from the women Cooperative in the local community of Mbile, thus ensuring a stable demand and market for farm produce. The cooperative has thus created jobs, and is generating income and boosting local agriculture and food systems.

An important question is on the sustainability of the programme when the PULCCA HGSF programme ends. The Women Cooperative in the Mbile community has initiated a sinking fund, wherein, each member of the cooperative contributes a fixed amount every week to ensure continuity when the time comes. ■



The opportunity to learn and stay in school with PULCCA



Mothers serving the meal

Bonne Année 2024 !

Le MINADER veillera sur les attitudes professionnelles et la gestion des ressources

Promesse faite à la cérémonie de présentation des vœux des personnels du ministère de l'Agriculture et du développement rural, le 30 janvier 2024, au Palais des Congrès de Yaoundé.

Ce jour-là, à la suite de la réunion annuelle de deux jours, des responsables des services centraux et extérieurs placée sous le thème « Le Projet Plaine centrale, vecteur d'accélération de la politique d'import-substitution », l'on a relevé les fortes recommandations du Ministre Gabriel Mbaïro. « La réussite passe par l'évitement des erreurs de projets similaires dans d'autres pays . Un tel objectif appelle un changement collectif et individuel de comportement et de mentalité, un sens élevé du devoir et une probité morale et une recherche permanente de l'efficacité et de l'efficacité dans la gestion des ressources», a-t-il martelé.

La cérémonie de présentation des vœux à laquelle étaient également conviés les partenaires techniques et financiers du Minader, a débuté par un rappel des activités de l'année 2023 exposé par Professeur Mbong epse. Bambot Grace Annih, Secrétaire générale du MINADER. Puis, le Ministre s'est fait le l'honneur d'égrener les perspectives et les priorités de ce département dont l'appel à la rigueur dans les dépenses de fonctionnement. Enfin, il a tenu à rappeler le credo cher au Président de la république. A savoir qu'il n'y aura guère de répit, tant qu'un Camerounais aura faim sur le territoire national.

La cérémonie était ponctuée de prestations artistiques et humoristiques. Elle s'est achevée sur une remise de lettres de félicitations au personnel méritant et une longue succession de poignées de mains. ■



Le podium à l'écoute de l'hymne national



Une salle comble



Le MINADER apprécie les réalisations et en appelle à des perspectives rigoureuses



Le PULCCA conduit par son Coordonnateur

COPIL 2

The time is now!

2024 budget proposal for the Cameroon Emergency Food Crisis Response Project (PULCCA) examined and adopted during its steering committee meeting to tune of 35 billion, should be quickly executed to assist people facing hunger.

We need to rapidly launch activities on the field to tackle hunger in affected communities in six regions of Cameroon. This is the quintessence of the speech delivered by Gabriel Mbaïrobe, Minister of Agriculture and Rural Development (MINADER), during the Steering Committee (COPIL) before the review and adoption of the 2024 Budget proposal for the Emergency Project to Combat Food Crisis in Cameroon (PULCCA), amounting to 35 billion CFAF.

Members of this governing body met on January 4, 2024, in Yaounde, under the leadership of its Chairman, MINADER. During this session, the Coordinator of the Project Management Unit, Gilbert Ndzomo, acted as technical secretary.

With the support of the representative of the Prime Minister's Office, the thirteen members from various administrations responsible for coordinating and monitoring the implementation of the project reviewed the strategic guidelines and optimisation of interventions from all stakeholders. The second ordinary session also focused on the status of implementation of the various recommendations made at the January 2023 session and the outlook for 2024.

With the exception of a few start-up delays, which will have to be made up urgently in the coming months, the members were satisfied with all the administrative and technical tasks accomplished.



BILAN FOURRAGER

Pour la bonne gestion des besoins alimentaires de nos ruminants en saison aride

Du 19 au 23 février 2024, à Meiganga, pour que les ruminants souffrent moins des impacts des crises alimentaires, une quarantaine de spécialistes a été formée aux outils et techniques du bilan fourrager, écart entre les besoins alimentaires du bétail et les ressources disponibles.

Faire un bilan fourrager revient à évaluer après récoltes, les résidus alimentaires disponibles et à les comparer aux besoins du bétail, sur une période donnée. À cet effet, les experts du bilan fourrager se sont réunis dans le cadre d'un atelier organisé sous la conduite des cadres de la Direction des pâturages, de l'alimentation animale et des infrastructures d'élevage (DPAIE) du Ministère de l'élevage et des industries animales (MINEPIA). Avec l'appui financier du Projet d'urgence de lutte contre la crise alimentaire (PULCCA), ils ont revisité l'importance du bilan fourrager.

Outil d'alerte précoce dont le Cameroun s'est inspiré au Niger, il permet d'anticiper les situations de déficit. Bovins, caprins, ovins, équin et camélins sont fréquemment confrontés à la rareté du fourrage en saison sèche. Il est établi qu'après les récoltes, un champ de cultures renferme des richesses abondantes pour les ruminants. Ce sont par exemple, les parties végétatives des plantes telles que les tiges, les feuilles, et les fleurs, (et non les grains et les tubercules considérés comme des aliments concentrés) qui constituent le fourrage.

Avec la saison sèche, arrivent des situations de crise aux conséquences socioéconomiques pouvant conduire à des drames. Pour prendre l'exemple

des départements du Faro Déo et du Mayo Banyo, selon Mahamat Boukar, Chef du service régional des pâturages de l'Adamaoua, habitué à cette rencontre des spécialistes du bilan fourrager, « Lorsque les bovins passent en transhumance du Nigeria vers la République centrafricaine, ils détruisent tout le pâturage par le piétinement et la consommation. A ces destructions, s'ajoute le vol du bétail des sédentaires occasionnant des conflits entre éleveurs et agriculteurs sédentaires. »

L'une des solutions préconisées pour ces crises se trouve dans l'application du bilan fourrager. Le technicien formé et équipé peut prélever pour examen, des restes de récoltes pouvant faire le bonheur du bétail. Les sous-produits peuvent être exploités directement dans les champs ou obtenus auprès des industries. Ils varient d'une région à l'autre.

Cette formation/recyclage sur le bilan fourrager était la troisième du genre après celles de 2019 et 2021. Les enseignements théoriques ont été suivis d'une phase pratique aux abords du marché à bétail de Garga Limbona. Le choix de Meiganga, commune du département du Mbéré, sur la route nationale numéro 1 reliant le Sud au Nord du Cameroun, s'est justifié en raison de l'importance de son cheptel et de la proximité du site choisi pour la pratique. ■



Un meilleur accompagnement par le bilan fourrager



L'équipe des experts



Prêts pour l'exercice

Ils ont dit



◆ **M. Klilian Asongwe, sous-Directeur DPAIE/Minepia, Coordonnateur de l'atelier :**

« Pour vraiment connaître le bilan fourrager, il faut suivre plusieurs fois la formation. L'interactivité des participants observée pendant cette session, chez les participants chefs de service, délégués d'arrondissement et chefs de centres zootechniques, issus des dix régions administratives du Cameroun, est le signe qu'elle leur sera très utile à la gestion des zones de pâturage placées sous leur rayon de compétence. » ■



◆ **Mme Jeannette Ndogmo, Chef de service des Pâturages et des aménagements du foncier pastoral/DPAIE/Minepia, animatrice de l'atelier :**

« Comme souvent pour les activités délocalisées, le démarrage n'a pas été facile en termes de logistique. Néanmoins, tous les spécialistes invités ont répondu à l'appel et les travaux suscitent un certain intérêt par de nombreuses questions et contributions. Merci au PULCCA : nous souhaitons ardemment une pérennisation de son appui. » ■



◆ **M. Mahamat Boukar, Chef de service régional des Pâturages de l'Adamaoua, participant pour la troisième fois :**

« La stratégie du bilan fourrager vient renforcer nos efforts dans la prévention des crises dues aux pénuries de pâturages. Ainsi, conseillons-nous l'achat groupé des tourteaux et des coques de coton ainsi que la culture fourragère. En 2023, la prévention a fait l'objet d'une animation pastorale au cours de laquelle les éleveurs étaient exhortés à pratiquer la méthode de la mise en défunt, sorte de mise en jachère isolant des espaces en période d'abondance pastorale pour les libérer en période d'insuffisance. Et l'appui de la Caisse (CDEN) relatif à la limitation des feux de brousse, au cours de cette campagne, est à saluer. A mon avis, le bilan fourrager ne peut être véritablement efficace que si les 15 sites destinés à la collecte des données du bilan fourrager sont sécurisés juridiquement et physiquement. » ■



◆ **Mme Hortense Mopoua, Déléguée d'arrondissement de l'élevage à Kouoptamo, Noun, participante :**

« La stratégie du bilan fourrager est très intéressante. Elle peut nous aider à résoudre le grand manque d'aliments pour bétail qui se pose dans notre arrondissement due à trois facteurs : la croissance démographique, les variations climatiques et les conflits agro-pastoraux. » ■

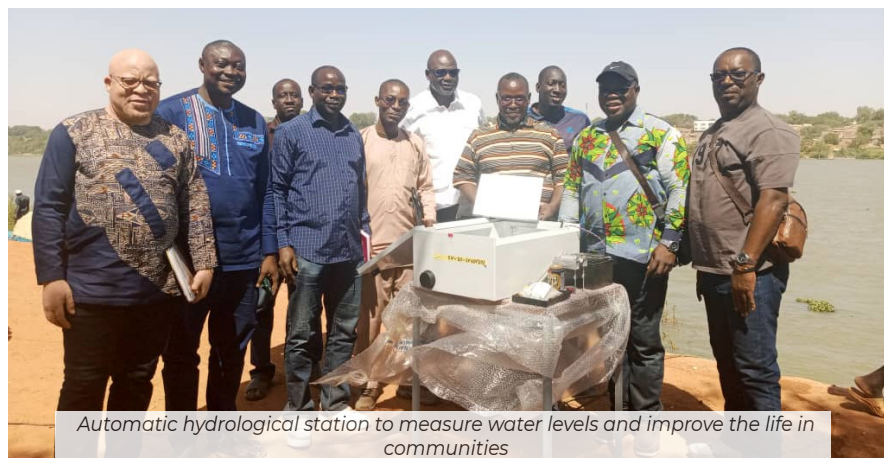
CAMEROON-NIGER COOPERATION

Premises of an agro-meteorological monitoring partnership

From January 17 to 22, 2024, a team from PULCCA met with support staff from the Ministry of Agriculture and Rural Development (MINADER), the Ministry of Livestock, Fisheries and Animal Industries (MINEPIA) and the National Observatory on Climate Change (NOCC) to carry out a feasibility mission at Niamey in Niger.



The automatic hydrological station of the Center



Automatic hydrological station to measure water levels and improve the life in communities

This trip had as aim to learn about the country's expertise in the efficient collection, processing and publishing of agro-meteorological and climatological information. Niger and its Regional Centre "AGRHYMET" was chosen because of its level of progress in the field of climate resilience.

The AGRHYMET Regional Centre, a regional tool specialising in science and technology for agricultural and rural development and natural resource management, is a specialised institute of the Permanent Interstate Committee for Drought Control in the Sahel (CILSS), composed of 13 West African and Sahel countries (CCR-AOS). AGRHYMET is a regional centre of excellence in agro-meteorological and hydrological monitoring, agricultural statistics and crops monitoring, management, and dissemination of information on monitoring of natural resources in

the Sahel, and the maintenance of meteorological instruments and electronic equipment.

On the field, the Cameroonian delegation was given a detailed presentation of the Centre and a guided tour of the facilities. They also met some of the direct beneficiaries of the meteorological information, such as producers' organisations, livestock breeders, and traders. Niger's experience will facilitate the consolidation of an appropriate agro-meteorological monitoring system. ■



The laboratory

Prévention des crises alimentaires au Cameroun : vers une approche unique

Une réflexion relative à la conception d'un Plan national de préparation et d'anticipation aux crises alimentaires s'est tenue, le 13 octobre 2023, à Yaoundé. La concertation a convenu du besoin d'une action collective organisée pour l'avenir.



Organisée par le Ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MINADER) avec le soutien de la Banque mondiale, la rencontre concernait une soixantaine de représentants de nombreuses administrations publiques et privées et la société civile du secteur alimentaire.

Dans son mot d'ouverture, M. Maïna Amadou, Coordonnateur du Projet National de Veille et de Renforcement de la Sécurité Alimentaire (PNVRS), a souligné que ces travaux dont l'importance était évidente, présentaient la caractéristique d'être les premiers du genre. A son tour, Mme Fidèle Yobo, représentant la Banque mondiale, a rappelé que, bien que des plans d'action aient été élaborés à l'occasion de crises antérieures, ceux-ci arrivaient non seulement à postériori, mais aussi de manière parcellaire.

Pour mieux édifier l'assistance, M. Jules René Minkoua Nzié, le Consultant de la Banque commis à cet effet, a adossé son exposé sur trois points : la situation sur les crises de sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) au Cameroun,

les facteurs de ces crises de la SAN et l'analyse des réponses opposées à ces crises.

Il a ainsi révélé que, depuis l'époque coloniale, l'histoire de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Cameroun dont plusieurs crises sont passées inaperçues, est plus ou moins documentée par des outils d'information traditionnels et un outil moderne, le Cadre harmonisé (CH). Institué en 2017, celui-ci fait ressortir aussi bien les zones à risque à travers l'étendue du territoire que les populations en situation d'insécurité alimentaire avant de proposer des solutions appropriées aux parties prenantes du domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle telles que les administrations et structures publiques, les organismes internationaux et les organisations non

gouvernementales.

Certes, le pays dispose d'un ensemble de programmes, de comités et de stratégies censés le conduire à l'atteinte de l'objectif Faim zéro à l'horizon 2030 fixé par les Objectifs de développement durable (ODD) et de lutter contre la malnutrition sous le prisme du mouvement *Scaling Up Nutrition* (SUN), auxquels il a adhéré, encore faut-il que les outils de ce combat soient fonctionnels. Ce qui n'est pas le cas. D'où, la nécessité de mettre sur pied une réponse qui présenterait la garantie d'une action efficace et permanente. C'est pourquoi, l'idée de la prévention groupée et harmonieuse des crises alimentaires a été amorcée à ces assises et les participants organisés en trois groupes de travail pour mûrir la réflexion jusqu'en mars 2024. ■



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Trois millions d'habitants touchés par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Cameroun, les leçons de la session d'analyse de Garoua



Les zones à risques et l'estimation des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle au Cameroun ont été présentées à la communauté nationale et internationale, par le Ministre de l'Agriculture et du développement rural, lors d'un point de presse, le 10 décembre 2023, à Yaoundé, à la suite des travaux des experts.

Les statistiques contenues dans le CH de mars 2023, ont laissé planer l'inquiétude face à une situation d'insécurité alimentaire aigüe touchant 11% de la population (3 012 103 personnes) dont environ 1% (335 899 personnes) était en phase d'urgence.

Dans certaines parties du pays, comme dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, les crises sociopolitiques et le mauvais fonctionnement des marchés constituent fréquemment des causes aggravantes avec une forte présence de déplacés internes. De même, la situation reste inquiétante à l'Extrême-Nord et au Nord, à cause de la mauvaise pluviométrie, la destruction des champs par des pachydermes et des oiseaux granivores, les conflits inter-ethniques et les attaques des Boko Haram.

C'est pourquoi les scientifiques procèdent à des enquêtes rigoureuses relatives à ces phénomènes. Les statistiques de qualité sont au cœur

de tout processus de planification et de prise de décision, surtout lorsque les sujets touchent à des domaines de premier intérêt tels que, la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN), les moyens d'existence, les changements climatiques, la paix et le développement durable, etc. C'est la raison pour laquelle, une importance est accordée à la collecte des données primaires et secondaires, à travers l'organisation régulière d'enquêtes nationales représentatives auprès des échantillons de la population dans leurs zones de moyens d'existence à la base.

Le Cadre harmonisé (CH) est un ensemble de fonctions et de protocoles qui permet aux spécialistes et aux décideurs multisectoriels de répondre à des questions fondamentales en cas de crise alimentaire et/ou nutritionnelle. Développé depuis 1999 par les Etats membres du Comité Permanent inter Etat de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) qui sont membres de la





Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDAO) et auquel s'est joint le Cameroun. Il permet de faire une analyse pertinente consensuelle, rigoureuse et transparente de la situation alimentaire et nutritionnelle courante et projetée.

Le processus du CH débute par la collecte des données secondaires et primaires et s'achève par la validation finale de l'ensemble des représentants des pays membres du CILSS et la communication officielle du gouvernement du Cameroun (MINADER).

A cet effet, réuni deux fois par an, en mars et en octobre, le comité technique de cet outil de développement qu'est le CH scrute rigoureusement le niveau de sévérité de la situation, le nombre de personnes touchées nécessitant des actions, l'urgence et le lieu de l'intervention ainsi que les facteurs déterminants et limitants.

Pour les périodes d'octobre à décembre 2023 et de juin à août 2024, les travaux effectués par les experts ont reçu l'appui du Projet d'urgence de lute contre la crise alimentaire sur fonds de la Banque mondiale. ■

Les leçons de la session tirées par les participants



M. Fameni Joseph, Chef de service régional des Enquêtes et des Statistiques agricoles dans la Région de l'Adamaoua et Point focal du PNVRSA :

« J'ai contribué à l'analyse des données sur les productions et les prix des denrées alimentaires sur les marchés en tenant compte des situations conjoncturelles. Ces analyses permettent de classer une zone donnée sur l'échelle internationale tenant compte du degré de sévérité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aigüe. Les résultats obtenus dans le cadre de cet atelier devraient refléter les réalités des zones analysées parce que nous avons été bien suivis par les experts internationaux dont l'appui a été salutaire. » ■

Mrs Siri Emilia épouse Ngobesing :

« My take home from this workshop is very positive in the aspect of acquiring new knowledge. Area analysis classification for the past years has never included nutrition

data from nutrition survey which was always limited our conclusions on the populations affected by food insecurity. With PULCCA as funder for the CH this October 2023, this nutrition data was able to be available for exploitation as the third outcome of food security in addition to food consumption and livelihood change for accurate informed decisions. I therefore was able to carry out food security analysis with nutrition data included for the very first time. » ■

Mme Aïssatou Djandouket Nchouté, Point focal du PNVRSA Région de l'Ouest :

« Mon travail dans le CH a consisté à consolider la collecte des données sur les facteurs contributifs, à orienter l'équipe d'analyse dans la contextualisation des données de la zone et à présenter les résultats-clés. De mon point de vue, il y a une évolution dans la qualité des analyses. De même la disponibilité a été rapide. » ■





M. Endom Assengue Salomon, Délégué régional du MINADER pour l'Est :

« Dans le contexte de cet atelier, j'ai joué le rôle d'un analyste de la Santé alimentaire et nutritionnelle dans les Départements de la Région de l'Est. Ainsi, j'avais à apprécier les évidences des facteurs contributifs des preuves des résultats et les classer. Je pense que la délocalisation a été une bonne chose qui nous a permis de nous concentrer sur le travail ; après les difficultés rencontrées dans le transport vers Garoua. » ■

Mr Atoh Christal, ENSAN Supervisor PRES-CH for South-West :

« In my opinion, the acquisition of the workshop was interesting, the analysis well organised and well supervised by the Experts. » ■

M. Pierre Tsasse, responsable Coordination du Plan national de la réponse et du Centre technique de la sécurité alimentaire / Action Contre la Faim (ACF) :

« J'avais pour tâche de participer à l'analyse des facteurs contributifs des données, dans l'optique d'évaluer la SAN du Cameroun en général et celles de la Région du Centre en particulier. On peut dire que l'atelier s'est bien déroulé avec la forte implication des participants aux travaux de groupe par Région. Toutefois, les travaux consensuels n'ont pas toujours été faciles. Je pense que le travail serait allé plus vite en procédant par vidéo-projecteur. » ■

M. Kiari Thomas Jean Didier, Coordonnateur national du Système d'information des marchés et climatiques (SIMC) :

« J'ai commencé par l'atelier de consolidation du rapport de l'Enquête nationale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ENSAN). Et là, c'était ma première participation à l'analyse du Cadre harmonisé. Je m'intéressais particulièrement aux dynamiques des prix des denrées alimentaires et aux variations du climat et leurs impacts sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle nationale. Les gains de cet atelier pour moi sont très bénéfiques. Nul doute que lors des futures rencontres, les données du SIMC figureront parmi les sources de facteurs contributifs. » ■

M. Williams Massaoud, Expert Analyste en sécurité alimentaire et nutrition au Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) :

« Le CILSS dont je suis le représentant ici est l'organisation qui coordonne les analyses du Cadre harmonisé dans tous les pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Cameroun. Ainsi au cours de ces travaux, nous avons pu soutenir techniquement les analyses nationales. » ■



RENFORCEMENT INTRA DE CAPACITÉS

Ateliers d'imprégnation

1. New accounting system applied to non-profit entities since January 1, 2024

The Accounting System for Non-Profit Entities (SYCEBNL) came into force in the 17 members states of OHADA on January 1, 2024. Its mechanics were explained in Yaounde from 13 to 15 February 2024 to financial and administrative managers, accountants as well as internal auditors of projects financed by the World Bank.

Under the supervision of the World Bank's FM (Finance Manager) team, the forty participants were briefed by Joël Mabudu, Chartered Accountant and co-editor of SYCEBNL, on the need for OHADA to set up this new accounting framework for non-profit entities (Professional bodies, associations, NGOs, State enforcement agencies and development projects) to replace the revised OHADA Accounting System (SYSCOHADA) adapted to commercial entities (profit-making entities). Accounting procedures for initial advances, repayments of funds and other accounting transactions were also discussed.

This meeting triggered the urgent need to switch from the revised SYSCOHADA accounting to SYCENIL, to draw up a correspondence table between the old chart of accounts and the new chart of accounts, and to reconstitute the 2024 SYCEBNL opening balance sheet accounts. Within this framework, we were advised to avoid the automatic swift from 2023 to 2024 and instead enter the carry-forward (closing balance for the 2023 financial year) in the new SYCEBNL database.

Finally, during the audit of the accounts, the financial statements of the

development projects to be presented will include the following five elements: Supply and Use Table (TER), Balance Sheet, Budget Execution Table (TEB), Cash Reconciliation Sheet and annexes. ■

2. Appropriation du PULCCA pour les parties prenantes**Des actions spécifiques en vue de renforcer l'efficacité de la mise en œuvre et d'assurer la gestion proactive du projet**

Les acteurs internes et externes de la mise en œuvre du Projet d'urgence de lutte contre la faim au Cameroun (PULCCA) ont été invités dans le cadre d'un atelier organisé du 28 novembre au 1er décembre 2023, à Kribi. Le principal objectif était de mieux s'imprégner des documents de base du Projet et d'en harmoniser la compréhension pour tous.

A cet effet, les contenus des textes régissant le PULCCA ont été soumis à l'attention des participants, à l'instar du Project Appraisal Document (PAD), du manuel d'exécution, du manuel de suivi et évaluation et du manuel de procédures.

Aux côtés des experts du PULCCA, se tenaient une trentaine de représentants des partenaires de mise en œuvre issus des institutions suivantes PAM, MIDENO, SOWEDA, CDEN, CDENO, CDPM, MIDEPECAM, et des Directions du MINADER et du MINEPIA. ■

3 . Public administrative institutions and PULCCA

A workshop on the completion and signing of framework agreements with implementing partners of the Emergency Project to Combat Food Crisis (PULCCA) was held in Mbankomo from 21 to 23 November 2023,

Towards common understanding and efficient completion of framework agreements

The meeting, which brought together representatives of public administrative institutions under the authority of the Ministry of Agriculture and Rural Development (MINADER) and the Ministry of Livestock, Fisheries and Animal Industries (MINEPIA), focused on understanding, and quickly considering several observations delaying the signing of the agreements. More specifically, this involved revising articles relating to the guarantee deposit for start-up advances and drawing up a detailed action plan for the implementation of activities, together with the appointment of focal points. While going through the said texts, representatives of MIDENO, SOWEDA, CDEN, CDENO, CDPM and MIDEPECAM also readjusted the amounts allocated to the acquisition of inputs, the setting up of fodder fields, the construction of poultry houses and floating cages, which are very few, without, however, reducing the target values or exceeding the allocated budget.

As a reminder, these structures had been identified and mentioned in the Project documents, particularly the PAD and the Implementation Handbook. ■

Ready to work under contract



1- World Food Programme

On the basis of an over three-year (2023-2025) contract worth 35 million dollars (27 billion CFAF), the Minister of Agriculture and Rural Development (MINADER), in his capacity as head of the institution responsible for the Emergency Project to Combat Food Crisis in Cameroon (PULCCA), and the Director of the World Food Programme (WFP), formalised the partnership between the two parties and their duties with regard to the implementation of the PULCCA.

During the official ceremony on 28 September 2023 in Yaounde, Minister Gabriel Mbairrobe made known to more than 150 guests from MINADER, WFP, PULCCA, partner institutions and civil society that this was another demonstration of the Cameroon government's determination to find an effective response to the challenges of food insecurity in Cameroon.

Furthermore, the WFP's Country Director, Wanja Kaaria, stressed the importance of this new bilateral collaboration, which comes after so many others, and gave assurance of a rigorous and sincere partnership.

Thanks to its experience and the expertise of its staff, the WFP is an essential implementation partner on which PULCCA can rely. It will support the short-term mitigation of the impact

of food and nutritional insecurity in the target areas and the long-term strengthening of economic, climatic and population resilience. Proximity to project sites and beneficiaries will be a major asset for its local office staff.

Around 260,000 vulnerable people will benefit directly during the over three years project. They include: (i) food-insecure people who need to receive Conditional Cash Transfers (CCTs) for food assistance and early recovery activities; (ii) pupils who need to receive nutritious meals through the Home-Grown School Feeding Programme (HGSF); (iii) children aged between five months and five years and pregnant and breast-feeding women and girls who need to receive

malnutrition prevention and treatment; (iv) members of households supported by labour-intensive work.

To these should be added: (i) farmers and associated agri-food processors; (ii) breeders and fishermen; (iii) government staff and other practitioners benefiting from institutional capacity building to coordinate early warning mechanisms. Indirect targets include community members benefitting from infrastructure for local economic impacts at community level as well as workers and consumers gaining from increased agricultural productivity.





PULCCA and WFP will place particular emphasis on the economic empowerment of women by systematically strengthening their economic participation in productive activities (agriculture, breeding and non-agricultural income-generating activities) by adapting activities to the needs and specific characteristics of women. ■

2- SOWEDA

Since December 19, 2023, a framework agreement for smallholder capacity building through crop and livestock support for climate and nutritional resilience has been concluded between the South West Development Authority (SOWEDA) and the Emergency Project to Combat Food Crisis in Cameroon (PULCCA). Over the 21 months of the framework agreement, worth a total of 311,427,863 CFAF, the supplier will provide the specified goods to the purchaser on an as-needed basis through a competitive tender.

SOWEDA, with its headquarters in Buea, South West of Cameroon, is a public administrative institution incorporated under the laws of the Republic of Cameroon. ■

3- CDENO

Another framework agreement links the Emergency Project to Combat Food Crisis in Cameroon (PULCCA) to the North Livestock Development Fund (CDENO) since 22 January 2024. On that day, the two bodies, one represented by its Coordinator and the other by its General Manager, agreed to strengthen the production capacity of smallholders by supporting crops and livestock to build resilience. Until the end of 2025, the CDENO will have to ensure the acquisition and distribution of inputs and post-harvest equipment and the development of community infrastructure for a total amount of around 5.5 billion CFAF. ■

04- MIDENO

On February 14, 2024, the North West Development Authority (MIDENO) signed a framework agreement in Yaounde with the Emergency Project

to Combat Food Crisis in Cameroon (PULCCA) to strengthen the productive capacities of smallholders through support for crops and livestock for climate and nutritional resilience.

Based in Bamenda, North-West Region, MIDENO is a company incorporated under the laws of the Republic of Cameroon. Between 2024 and 2025, the supplier MIDENO intends to provide the purchaser PULCCA with specified goods as acquisition and distribution of inputs, post-harvest equipment, and community infrastructure development for a total amount of 4,673,788,683 CFAF. ■

5- CDPM

La Caisse de développement de la pêche artisanale et maritime (CDPM) fait partie des structures qui accompagneront le Projet d'urgence de lutte contre la crise alimentaire au Cameroun (PULCCA) tout au long de son exécution. L'engagement a été pris le 4 janvier 2024, à Yaoundé, lors de la signature d'un accord cadre. Il était question dans cet acte, du renforcement des capacités des petits exploitants par le biais d'un soutien aux cultures et à l'élevage pour la résilience (acquisition et distribution d'intrants, d'équipements et d'infrastructures climato-intelligents spécifiques aux deux sous-secteurs).

Aussi, jusqu'en juin 2024, la CDPM se chargera-t-elle de fournir les services suivants : acquisition et distribution de 250 kits de production du poisson en étang, 250 kits de production du poisson en bacs hors sol et 250 kits de production du poisson en cage flottante. Dans le même temps, elle devra assister et distribuer 125 équipements de transformation et commercialisation aux femmes mareyeuses, et assister techniquement 625 bénéficiaires dans l'installation des cages flottantes et des bacs hors sol ainsi. De même, elle apportera son appui à 125 bénéficiaires en transformation de poisson en conformité avec la protection de l'environnement. ■

6- CDEN

Un autre accord-cadre lie désormais la Caisse de développement de l'élevage du Nord-Ouest au PULCCA, depuis sa signature entre le Directeur général de l'entreprise et le Coordonnateur du Projet. Conclu le 5 décembre 2023, il a pour objet « le renforcement des capacités des petits exploitants par le biais d'un soutien aux cultures et à l'élevage pour la résilience (acquisition et distribution des intrants), des équipements post-récolte et de développement des infrastructures communautaires). Il sera exécuté sur 21 mois, par tranches annuelles. ■

7- MIDEPECAM

Par le biais d'un accord-cadre signé le 12 décembre 2023, la Mission de développement de la pêche artisanale maritime (MIDEPECAM) se fera le devoir de procéder, pour le compte du PULCCA, au renforcement des capacités de production des petits exploitants en soutenant les cultures et l'élevage pour la résilience. Autrement dit, cet établissement public administratif basé à Douala, veillera à ce que soient garanties l'acquisition et la distribution d'intrants, d'équipements et d'infrastructures climato-intelligents spécifiques aux deux sous-secteurs cultures et élevage. ■

8- FAO

Dans le même contexte, un accord-cadre lie également le PULCCA à l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) avec pour objectif de garantir un renforcement des capacités de production aux petits exploitants par le biais d'un soutien aux cultures et à l'élevage pour la résilience. Ainsi, pour un montant total de un milliard sept cent trente millions de FCFA, l'institution spécialisée du Système des Nations unies s'engage à fournir l'acquisition et la distribution des intrants, des équipements post-récolte et de développement d'infrastructures communautaires, en 2024 et 2025. Les services à fournir se comptent en termes de semences, de pesticides, d'engrais, de vaccins vétérinaires ainsi et de travaux d'infrastructures. ■

ACCOMPAGNEMENT GOUVERNEMENT – BANQUE MONDIALE

Mission d'appui à la mise en œuvre du PULCCA

Une mission d'appui à la mise en œuvre du Projet d'urgence de lutte contre la crise alimentaire au Cameroun (PULCCA) s'est tenue du 13 au 17 novembre 2023, dans les locaux de la Banque mondiale à Yaoundé, avec au bout du compte la conciliation des partenaires sur des points en suspens.



Engagement pris pour la suite harmonieuse du partenariat

Réunie pour la deuxième fois de l'année après la session du 29 mai 2023, la mission avait pour principaux objectifs d'évaluer l'état d'avancement et les difficultés rencontrées, discuter avec les parties prenantes de la mise en œuvre du Projet, approfondir la collaboration avec les interlocuteurs en vue d'une exécution harmonieuse, examiner les mesures de gestion des

risques environnementaux et sociaux et le niveau d'avancement du plan de gestion des plaintes, les dispositifs et les activités fiduciaires, la conception du suivi et évaluation, l'état de conformité avec les clauses juridiques et faire le point sur les activités de communication.

En ce qui concernait les échanges avec les parties prenantes de la mise en œuvre du Projet, une concertation a

eu lieu avec d'un côté, la Banque et de l'autre, le PULCCA, des représentants du MINADER et du MINEPAT et les partenaires nationaux. Ces derniers ont relevé une entrave de taille contenue dans les contrats qui leur étaient proposés. Celle du décaissement de fonds lié à la possession obligatoire d'un compte bancaire. Cet obstacle a été levé après moult argumentations. ■

La SOCOOPROMAN Sarl en quête continue de qualité



Un champ de manioc

Le bâtiment construit sur une surface de 516 mètres carrés est compartimenté en trois zones : une zone sale, celle de la réception et du calibrage de la matière première ; une zone humide qui regroupe les opérations de râpage et de pressage des produits : une zone sèche dans laquelle se font les opérations de séchage, broyage, tamisage et de conditionnement des produits. Il faut y joindre laboratoire de contrôle qualité et un magasin tampon. Les zones sont équipées d'appareils de transformation dans le strict respect des normes internationales.





20 tonnes de brut transformées par jour

L'ensemble des étapes du circuit est ainsi constitué : une éplucheuse automatique de tubercules calibrés avec son input au niveau de la zone

sale et son output dans la zone humide, une rappeuse en zone humide, une presse hydraulique qui sert à presser les râpures de manioc diminuant ainsi leur teneur en eau, un convoyeur-élevateur qui achemine les râpures

pressées dans le séchoir automatique ; les râpures pressées de façon continue sont destinées au broyeur à marteau puis au tamis automatique doté d'une succession de dix tamis donnant ainsi de la farine ultra fine dont la taille des particules est de 180 microns et une ensacheuse automatique qui conditionne la farine de manioc tamisée.

Il est donc possible de transformer 20 tonnes de manioc soit 520 tonnes par mois en farine panifiable, produit de substitution à la farine de blé en boulangerie et en pâtisserie, en couscous de manioc, en tapioca (communément appelé gari) blanc et en tapioca jaune. Comme sous-produits, l'usine procure de l'amidon et du son de manioc. Toutes ces farines ont acquis la certification qualité de l'ANOR. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour décrocher la certification internationale ISO 9001, voie d'accès au marché international.

Souci environnemental

La source d'énergie d'alimentation du séchoir s'obtient grâce au traitement des déchets organiques par le bio digesteur. Et le gaz obtenu est utilisé à la place du gasoil plus coûteux. Il fournit également de l'engrais biologique à utiliser dans les plantations de manioc de la SOCOOPROMAN et dans les champs des autres coopérateurs pour booster le rendement agricole. Ce traitement pouvant être appliqué à tous les déchets organiques évite les risques de pollution de l'environnement.

Un personnel jeune et compétent

Ce sont 24 employés, 07 permanents et 17 temporaires, parmi lesquels 80% de jeunes qui font marcher l'infrastructure. Les profils des permanents : ingénieurs et techniciens qualifiés dans le domaine de l'agro-alimentaire, de la maintenance des équipements. Au quotidien, ils effectuent des tâches d'approvisionnement, de transformation, de stockage et livraison, de vente et de suivi de la clientèle, et de comptabilité générale et analytique de la coopérative. ■

Bilan fourrager : La stratégie payante du spécialiste

Pour rassembler le maximum d'informations nécessaires à l'analyse des résidus champêtres, le technicien doit se munir d'un outillage efficace décrit ici par un participant à l'atelier de formation de Méïganga.



Jacques Awala Mekok, fauchant l'herbe



Pour la 3^{ème} fois, Jacques Awolo Mekok, Chef de service des Pâturages à la Délégation régionale du Ministère des industries animale et des pêches pour l'Est, a répondu à l'appel lancé par le MINEPIA. Il est nous en dit plus sur les bons gestes et les bons outils.

« La fin de la saison des pluies est la période idéale pour la récolte de la biomasse ou ensemble d'organismes vivants dans un lieu déterminé à un moment donné. Il peut s'agir de plantes, d'animaux, de champignons ou de microbes. Et le technicien qui va à la collecte doit être vêtu d'une combinaison, de bottes, d'une paire de gants et d'un cache-nez. Il se munit également des outils suivants :

- Une boussole pour se situer dans la nature ;
- Un GPS (Global Positioning System), système de géolocalisation) ;
- Une faucille pour faucher l'herbe ;
- Une machette pour couper les grandes herbes ;
- Un peson, appareil pour peser les herbes fauchées ;
- Deux piquets pour sous-tendre les ficelles ;
- Une ficelle à accrocher aux piquets ;
- Deux placeaux ou cadre permettant de délimiter l'espace à faucher, d'un mètre carré chacun ;
- Un poteau qu'on déplace toujours verticalement au contact du sol à une fréquence déterminée pour

- identifier les espèces qu'il touche ;
- Un double décamètre pour mesurer les distances ;
- Des enveloppes numérotées portent les mentions du GPS correspondant à la phytomasse recueillie et précisant les coordonnées des points où l'herbe a été fauchée ;
- Un sac pour le transport des enveloppes.

Paré de la sorte, il est difficile de rater la moisson qui aidera à combler les besoins alimentaires de nos ruminants quand l'herbe sera moins verte ! » ■

BENEFICIARIES OF PULCCA

Ngoulemakong, the story of a once pugnacious people, now accommodating

"Ngoul Mekong", two words which etymologically mean "The Force of Spears," is a term distorted by the colonial transcription into "Ngoulemakong".



The renovated factory premises



Sabada Belinga Jean Fred and Amougou Ambroise, two patriarchs with excellent memories

This name refers to the fighting spirit feared by all those who found themselves on the path of a faction of the Mvog Zang group from Mfou and led by Belinga Endzié Bela. According to Sabada Belinga Jean Fred and Amougou Ambroise, patriarchs, we met at the municipal council, the conquest of this part of the forest led to the dispersal of the Mvog Manga and the Mvog Evundu populations. The same warlike spirit would be opposed to the German system of oppression at the end of the 19th Century. Armed with their spears, the chief and his subjects did all their best to resist the implantation of colonial rule. However, their spears could not match the ravaging flames of the Germans. The chief was finally deported to Germany. The erection of a status proudly carrying a spear at the entrance to the town, and bullet holes on a large secular tree that fell recently were traces of the fierce battles. An administrative area founded in 1953, thereafter attached to Ebolowa, the divisional and Regional headquarter of the South Region, Ngoulemakong became a

Subdivision in 1962. It is here, 197 km from Yaoundé that two large indigenous groups, Fong and Bene, live together with Bamilekes, Hausa from the Far North and Niger, Bamoun and Eton, who are estimated at 27,500 inhabitants.

Forward, Development

Elected since 2002, Mayor Albert Anicet Akoa describes the inhabitants of Ngoulemakong as dynamic and peaceful. This is evidenced by the establishment of economic solidarity and the peaceful co-existence of the two dominant religions, Catholic and Protestant, frequently giving rise to ecumenical celebrations. According to the Mayor, health infrastructure is satisfactory with a district medical centre and six well equipped integrated health centres. The education sector is not left behind. Ngoulemakong has a bilingual technical high school, five secondary schools and three Catholic colleges. No wonder, for a city that saw the birth of the famous writer and diplomat Ferdinand Léopold Oyono nicknamed "The Old Man and the Medal", after his famous novel.

Drinking water provided by the Special Support Fund for Mutual Assistance (FEICOM) is drawn from beneath from rocks. It enabled the creation of 15 public taps that are managed by water engineers.

At the agricultural level, the Subdivision is blessed with abundant forest products and is a large production basin of cassava and other food crops, as well as a cocoa area receiving support from the Cocoa Development Corporation (SODECAO).

However, there is a problem that persists. Apart from the Yaounde-Ebolowa highway, secondary roads are inaccessible, especially during the rainy season, making it difficult to transport foodstuffs to cities. Moreover, there are a number of decentralized public services that "only exist on paper", says the mayor.

"However, there is hope that things will improve. The inauguration of this small-scale industry, the cassava processing unit, is proof that the State of Cameroon supports those who work hand-in-hand for development," he adds. ■

Madame Bebournaco Nadège, la marque de l'esprit éducatif et associatif, à Mbilé

Elle n'est ni timide ni animée d'un quelconque orgueil. Madame Bebournaco Nadège Evelyne, Présidente de l'Association des mères d'élèves de l'école publique de Mbilé 2B, prend la parole avec aisance pour souligner le rôle primordial de la gent féminine au sein de la petite agglomération. Son altruisme lui vaut d'être également la figure de proue des préposées à la cuisine.



Madame Bebournaco, modèle féminin de Mbilé

A 47 ans, elle porte la cause des 31 mères préposées à l'accompagnement de élèves. Originaire de la République centrafricaine, elle est arrivée en 2014 à Mbilé, fuyant les atrocités de la guerre civile éclatée en 2013. Heureusement, l'accueil des autochtones a été favorable pour son époux et ses cinq enfants. Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés a encadré leur installation dans des camps et veille à leur autonomisation.

En cuisine, Madame Bebournaco, a organisé son groupe de femmes en rotation. Revenant tous les deux jours, une équipe se charge, dès les premières heures, d'aller puiser de l'eau potable pour la cuisson des denrées mises à

disposition par le magasinier qui en assure la comptabilité. L'ambiance bon enfant facilite les opérations et le partage. En témoigne cette recette du gâteau de maïs et arachides parsemé de poisson fumé importé d'autres régions du Cameroun qu'Aminatou Nana a bien voulu enseigner à d'autres. Ce plat boudé au début par quelques élèves commence à plaire à leurs papilles gustatives y compris celles des petits non scolarisés bienvenus aux repas et qui, à force d'y goûter, demandent à leurs parents d'intégrer l'école. Le menu élaboré à base d'autres denrées locales fera bientôt l'objet d'un renforcement de capacités planifié par le Programme alimentaire mondial (PAM) pour le compte du PULCCA. Des cours de diététique où seront expliqués

aux cuisinières et aux éducateurs, les nutriments à incorporer au menu de la cantine scolaire.

Par ailleurs, deux coopératives se chargent de la survie de la communauté, occupant utilement ses adhérentes aux activités agropastorales. La vente des récoltes des légumes, des céréales et du poisson à la cantine scolaire, leur rapporte des ressources appréciables. Chaque dimanche, les dames se cotisent en argent, en morceaux de savon et en bouteilles d'huile pour le confort de leur quotidien.

A Mbilé, on entend dire « Madame Nadège, c'est la femme qui veut redonner espoir à la gent féminine si longtemps repliée sur elle-même. » ■

1- Droit à l'alimentation et exploitations familiales agricoles : Deux approches complémentaires

Si les tendances actuelles de l'insécurité alimentaire se poursuivent, le nombre de personnes sous-alimentées dépassera les 600 millions en 2030 entraînant plusieurs pays dans la famine. Ce constat est relevé dans le State of Food Security and Nutrition in the World (SOFI 2023), un rapport mondial publié chaque année par la FAO et produit avec d'autres agences des Nations unies. Il apparaît donc urgent, pour les analystes, de changer de cap et de repenser en profondeur nos modes de production agricole et de distribution alimentaire, dans le respect de la nature et de l'humain.

Lutter contre la faim en se basant sur le droit à l'alimentation

Le droit à l'alimentation est « le droit d'avoir un accès régulier permanent et non restrictif, soit directement ou au moyen d'achats financiers à une alimentation quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante correspondant aux traditions culturelles du peuple auquel le consommateur appartient, et qui lui procure une vie physique et mentale, individuelle et collective, épanouissante et exempte de peur ». Ce qui veut dire que les individus doivent être capables de trouver une nourriture adéquate et suffisante via l'utilisation de ressources naturelles ou sur les marchés

L'accessibilité à la nourriture devrait être à la fois économique et physique. Tout individu ou toute famille doit disposer de moyens économiques suffisants pour subvenir à ses besoins alimentaires sans que cela n'entrave la satisfaction d'autres besoins élémentaires. Or, cette accessibilité ne saurait être totale suite aux grands événements de ces

dernières années parmi lesquels les émeutes de la faim (2007-2008) dans les pays très dépendants des importations alimentaires ; la pandémie à COVID 19 ; les conflits armés internes ; les chocs climatiques. Tout ceci couronné depuis février 2022 par la guerre russo-ukrainienne. L'accessibilité physique de l'alimentation est également cruciale, particulièrement pour les personnes physiquement vulnérables (personnes âgées, nourrissons, jeunes enfants, handicapés, victimes de catastrophes naturelles et populations autochtones). Aborder le problème de la sécurité alimentaire par le droit à l'alimentation implique de prendre en compte ces différents éléments à la fois quantitatifs et qualitatifs, qui englobent la présence d'un environnement économique, social, politique, naturel, naturelle. Autrement dit, chaque individu devrait se nourrir par ses propres moyens, dans la dignité. Les exploitations familiales agricoles dans leur ensemble pourraient satisfaire ce droit à l'alimentation

Les exploitations familiales agricoles, une solution pour assurer la sécurité alimentaire

Le principal défi que doit relever le Cameroun est de couvrir les besoins alimentaires et nutritionnels d'une population en forte croissance et assurer à chacun un accès durable et stable à une alimentation diversifiée. Un secteur agricole solide constitue la voie la plus sûre pour relever ce défi. Le Cameroun dispose du potentiel de production (terres, pâturages, eau, ressources humaines) qui pourrait lui permettre d'assurer sa souveraineté alimentaire, en couvrant l'essentiel de ses besoins. Cependant, les conditions de mise en valeur de ce potentiel ne sont pas suffisamment exploitées pour contribuer à éliminer la faim.

La forte population agricole du Cameroun et l'essentiel de sa production reposent sur les exploitations familiales. La reconversion dans d'autres activités

économiques hors de l'agriculture est complexe, compte tenu des perspectives réduites offertes par les secteurs de l'industrie et des services. L'essentiel de l'exode des agriculteurs alimente aujourd'hui un secteur informel pléthorique qui n'assure qu'une très faible rémunération du travail. Dans ce contexte, la modernisation des exploitations familiales est un enjeu majeur. Le développement de l'agriculture sur la base d'agro-entreprise peut éventuellement contribuer à résoudre les problèmes de l'offre, mais il ne contribue que faiblement à résoudre le problème de la pauvreté qui est le facteur numéro un de l'insécurité alimentaire. ■

G.N./Coordo

2- Food Security, for an active and healthy life

According to the World Food Summit held in 1996, food security exists when all people, at all times, have physical, social and economic access to sufficient, safe and nutritious food which meets their dietary needs and food preferences for an active and healthy life. From this definition, we identify four main dimensions of food security, namely (i) physical availability of food; (ii) economic and physical access to food; (iii) food utilization, and (iv) stability of the other three dimensions over time. In order to achieve food security objectives in Cameroon, all these four dimensions must be fulfilled simultaneously.

Physical availability of food addresses the "supply side" of food security and is determined by the level of food production, stock levels and net trade within a given country.





Economic and physical access to food implies an adequate supply of food at the national or international level does not in itself guarantee household level food security. Concerns about insufficient food access have resulted in a greater policy focus on incomes, expenditure, markets and prices in achieving food security objectives.

Generally, food utilization is commonly understood as the way the body makes the most of various nutrients in the food consumed. Sufficient energy and nutrient intake by individuals is the result of good care and feeding practices, food preparation, diversity of the diet and intra-household distribution of food. Combined with good biological utilization of food consumed, this determines the nutritional status of individuals at any given time.

It is important to note that, even if an individual's food intake is adequate today, the individual is still considered to be food insecure if he/she has inadequate access to food on a periodic basis, risking a deterioration of his/her nutritional status. Generally, adverse weather conditions, political instability, or economic factors (unemployment, rising food prices) may have an impact on the population's food security status. The above conditions are impacting negatively on the food security situation in Cameroon. ■

G.M. /FS

3- Digital support: Warning systems

Early warning systems help prevent loss of life and mitigate the material and economic impact of disasters. In the area of food crisis, they are an essential element in the prevention of such risks. To be effective, they must actively involve exposed communities, facilitate their training and raise awareness. The aim is to disseminate

effective messages that maintain a constant state of readiness. As part of its missions, PULCCA supports the Ministry of Agriculture and Rural Development as well as the Ministry of Livestock, Fisheries and Animal Industries in the implementation of the early warning system in particular by:

- Financing the systematic collection of data and the assessment of risks such as: (a) The establishment of the Central Integrated Information System (CIIS) which serves as a storage centre for data from the following surveys: National Food and Nutrition Security Survey (ENSAN), Food Security Monitoring System (FSMS), Crop and Food Security Assessment Mission (CFSAM), livestock, etc. (b) The establishment of the agro-meteorological data collection system;
- Developing risk monitoring and early warning services by: (a) Monitoring markets for agro-pastoral products to assess the accessibility of agro-pastoral products to households; (b) Analysing the Harmonised Framework to map areas at risk or experiencing food insecurity; and
- Communicating risk information and early warnings ■

D.D./SSI

4- Entre audit interne et externe

L'audit interne est une activité indépendante et objective qui donne à une institution l'assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations et lui apporte des conseils pour améliorer lesdites opérations. Il contribue à créer de la valeur ajoutée à l'institution. En d'autres termes il permet de s'assurer que les ressources mises à la disposition de l'institution sont utilisées à bon escient en vue de l'atteinte de ses objectifs.

L'audit externe quant à lui émet une opinion indépendante sur les comptes de l'institution et s'assure que le processus de contrôle interne est bien suivi et les actifs protégés contre toute utilisation non autorisée ou frauduleuse, et que les opérations sont convenablement exécutées.

Dans le cadre de son exécution, le PULCCA dispose des services d'un auditeur interne et de ceux d'un auditeur externe. ■

D.N./AI

5- Communication

La communication est l'action de transmettre une information à quelqu'un. Dans ce cas, l'émetteur envoie un message à un destinataire par un canal qui peut être humain (la voix), sans les mots (communication non verbale par les gestes, les attitudes corporelles, la tenue vestimentaire) ou par les canaux mécaniques (médias classiques, technologies de la communication).

Tout être vivant communique : les hommes et aussi, les animaux et les plantes. La bonne communication est celle qui suscite une réaction appelée feedback. Néanmoins, la communication n'est pas toujours volontaire. Faisons donc attention à nos expressions du visage, aux gestes des mains et du corps, à notre code vestimentaire en même temps que nous veillons à nos paroles et à nos écrits ! ■



Manger plus
et longtemps



Les zones d'intervention du PULCCA au Cameroun



Gender/GBV within PULCCA Mandate

Cameroon was ranked 141st out of 189 countries in 2020. Around 69 percent of women work in agriculture, compared to 59 percent of men employed in the sector. Farming plots operated by women are typically smaller and have less fertile soils in addition to other disadvantages

they face such as access to agricultural inputs. Women generally have less access to irrigation, credit, and extension services, and to fertilizers. They also tend to cultivate more food crops for household consumption than men, whose crops are more likely to be produced for sale in markets, underscoring women's role as principal agents of household food security. While men are primarily responsible for fishing and livestock, women oversee fish processing and marketing, raising poultry and small livestock. Despite the higher proportion of women working on farms, the plots they manage have lower productivity and sustainability even when the same crops are grown. Women also lack

the skills, knowledge and equipment required for post-harvest management and processing and have limited access to markets to sell their farm products.

Women agriculturalists in Cameroon require more support for producing

As part of PULCCA's urgent response to mitigate the short-term impacts of food and nutrition insecurity, as well as its medium-term drivers to build economic, climate and community resilience within the regions of intervention; Gender/GBV was introduced. Its objective is to verify and ensure that targeted beneficiaries in all project activities are accorded the 60:40 and or 70:30 representation by all partners. To be more specific, support partners to

strengthen GBV prevention and response within the intervention communities ascertain inclusive gender in intervention; ensure that a principled approach to the provision of accessible, prompt, confidential and appropriate services is available to survivors of GBV and support partners to establish that indigenous people such as the Baka are inclusive.

From a policy perspective, if women had access to the same productive resources as men, they could increase yields by 20 to 30 percent, substantially raising overall agricultural production. Women's cooperatives have been an effective means to improve their access to markets in Cameroon and elsewhere. ■